

Populisme ou simple prise en compte de réalités nouvelles?

Les analyses politiques - après le Brexit, l'élection américaine, la primaire française, le référendum italien et la présidentielle autrichienne - aiment à se centrer sur les clichés, les expressions toutes faites, ou la psychologie appliquée à l'image d'hommes politiques ramenés à leur dimension « people ». Cela ne va pas se calmer avec un calendrier qui ne faiblit pas : dans l'année qui vient, les parlements néerlandais, français et allemand seront renouvelés, sans doute aussi les Cortes espagnols; les présidents allemands et français seront désignés. Derrière la fameuse injure des élites vis à vis du corps électoral – le populisme ! – ce serait sans doute une erreur d'occulter la réalité des données qui entraînent les remises en cause de dogmes réputés intangibles.

La double fracture démographique : population qui ne progresse plus, proportion en âge de travailler en constante réduction

Le phénomène marquant de ce début de XXème siècle n'est pas une surprise : on voyait arriver les mutations des tendances démographiques. Ce qui provoque une vraie fracture, c'est le bilan au plan mondial. Les zones en forte croissance n'effacent plus celles qui ne croissent plus ou même qui régressent. La progression de la population mondiale est aujourd'hui limitée à 1,5 % par an et, hors Afrique, elle est

revenue à 0,8 %. À échéance 2030, le rythme de progression globale est estimé (sur des bases très faibles) à 0,8 % et à 0,5% hors Afrique. À la fin du siècle, on projette une stagnation au plan mondial et un recul annuel pour les zones hors du continent africain.

Derrière la statistique globale, il y a des écarts par zone et on connaît bien les maillons faibles : Europe, Japon, Canada, Corée du Sud, Thaïlande, Chili, ... Et aussi ceux qui résistent : États-Unis, Chine, Australie et plus encore Russie, Amérique latine, Europe centrale, Vietnam,... Cependant, en 2030, la population en âge de travailler (les 20-64ans) ne pèsera plus que 55 % du total en Chine, en Inde et en Russie. Et, en 2050, l'Inde constituera la seule zone dans laquelle ce score sera dépassé.

Les ingrédients d'une politique de l'offre et d'un protectionnisme s'imposent

Les conséquences de ce choc démographique sont d'une ampleur telle qu'il serait vain de vouloir les analyser globalement. Un effet direct est en tout état de cause le frein à la consommation. Les études menées par l'Organisation des Nations Unies tablent d'ici à dix ans sur un passage durable en négatif de la consommation liée à la démographie en zone euro (la France restant au-dessus de zéro). Au Japon, on y est

déjà. Et le consommateur américain, le moteur de la croissance mondiale ? La progression de son potentiel va être divisée par deux en cinq ans, pour se ramener durablement autour de 0,5%.

L'évolution est anticipée, mais le mouvement est déjà lancé. Ce recul de la consommation se traduit directement sur le commerce mondial. Derrière la démondialisation en marche, c'est l'impact démographique que l'on trouve. Le pic de proportion de la population du globe en âge de travailler a été passé en 2015 (66 % contre 25 % au début des années 1960). Son recul annonce celui de la part des exportations dans la production de richesse mondiale (le PIB), passée depuis 1960 de 20 % à 65 %.

Plus d'épargne, davantage de services et moins de biens exportables consommés, forment le cocktail sur lequel les populations déterminent leur comportement économique, mais aussi politique. On retrouve les ingrédients d'une gestion économique par la demande, à base de déficits budgétaires aisément finançables du fait de l'excès d'épargne. On tient là aussi les germes d'une nécessité protectionniste. Une économie financée par les contribuables a du mal à se payer le luxe de la philanthropie.

La nécessité du soutien aux classes moyennes des pays développés

Plus qu'un repli sur soi, le recul du commerce mondial est une tendance basée sur des évolutions objectives. Quand on constate une baisse de plus de 4 % du salaire horaire américain corrigé de l'inflation depuis 2000 et l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce, on comprend le programme de M. Trump ou, au-delà, les demandes de protection des Européens.

La gestion d'une croissance mondiale passée de plus de 4 % en moyenne depuis 2003 à 3 % au maximum passe par une collaboration internationale, mais ne peut aller contre un soutien aux classes moyennes des pays développés. Il y a, comme toujours, le reflet positif du passage délicat : cette démographie qui finalement s'annonce plutôt synchrone dans ses tendances, l'excès d'épargne qui en découle peut permettre de financer la mutation. Et il va exercer durablement une pression sur les taux d'intérêt et un soutien à la valorisation des actifs.